

Plate-forme « Pour un réseau de lutte » pour le congrès du Réseau Sortir du nucléaire 2019.

A l'occasion du deuxième congrès du RDSN, il est apparu que l'écriture d'une plate-forme politique et organisationnelle devenait nécessaire afin de continuer à porter le projet ambitieux de réforme du Réseau.

Cette plate-forme est donc la suite logique de la plate-forme « Pour un réseau de lutte » majoritaire au congrès de 2016 à Angers et soutenue par les groupes lors des deux dernières AG avec une équipe déterminée à ce que le Réseau SDN continue son action pour la sortie du nucléaire civil et militaire le plus rapidement possible. C'est en résumé, l'action que les membres du CA signataires de cette nouvelle plateforme ont porté pendant ces trois années.

Cette-plate-forme est, pour ce congrès 2019, portée par des administrateurs et administratrices conscient-es de leur responsabilité dans le fonctionnement le plus efficace et avec les moyens financiers à leur disposition pour gagner notre lutte commune.

Le principe intangible de la lutte non-violente doit nous porter malgré la violence de l'Etat qui rend souvent les luttes plus difficiles sur le terrain. L'action non violente et la désobéissance civile doivent primer dans nos choix de luttes : savoir désobéir quand il le faut.

La solidarité dans les luttes peut nous amener néanmoins à soutenir des militant-es réprimé-es qui ont choisi d'autres modes de résistance. Autant pour ces luttes que dans le cadre de la convergence des luttes, pas question de laisser des militant-es sans soutien de notre part.

Nous pensons que le Réseau SDN est d'abord un Réseau avant d'être une Fédération. Notre structure se revendique à la fois « Réseau » et « Fédération ». Cette forme d'organisation hybride suscite parfois des incompréhensions et il convient de clarifier son fonctionnement. Cette clarification fera partie des missions du prochain CA dans le cadre de la mise à jour du projet associatif lancée lors de ce congrès.

L'affirmation de ce postulat doit permettre aux groupes adhérents de garder leur autonomie de décision et d'action quelle qu'elle soit. Chaque groupe est unique avec son passé et ses ambitions de lutte antinucléaire. Le Réseau doit permettre à toutes les luttes de s'exprimer en leur apportant un soutien sans faille, politique, organisationnel ou financier.

Parallèlement, le Réseau et son CA avec les salarié-es conçoivent un document d'orientations stratégiques commun aux groupes qui le valident en AG entre deux congrès avec possiblement des modifications selon l'actualité à l'occasion de chaque AG. Les administrateurs-trices et salarié-es sont en charge de l'application de ce programme politique anti nucléaire et, pour ce faire, mettent en œuvre les campagnes nationales de mobilisations décidées lors des AG et congrès.

Ceci étant, nous avons constaté que ce fonctionnement n'était pas suffisamment « horizontal » et que la démocratie dans le réseau pouvait encore s'améliorer.

Nous proposons donc d'organiser des votes de groupes adhérents pour les grandes décisions intermédiaires à fort enjeu politiques ou stratégiques surtout si une prise de décision largement majoritaire semble difficile à obtenir au CA. Cela doit nous permettre d'entretenir le lien avec les groupes et de dynamiser notre fonctionnement tout au long de l'année. Les liens régionaux entre les groupes notamment doivent être renforcés ainsi que les liens avec le CA. La mise en place de plateforme digitale doit permettre ces consultations.

Nous rappelons que chaque groupe est maître de son implication et si le choix de groupes locaux est de s'engager dans les CLI, l'Anclii ou des participations aux débats publics, cela ne doit pas nous déchirer ou donner lieu à des démissions. Il est toujours regrettable que le principe de la démission prenne le pas sur la démocratie interne dans le cadre d'un CA. Les administrateurs et administratrices élu-es au CA ne sont plus uniquement représentant-es de leurs groupes ou de leurs convictions. Ils se mettent pendant trois années minimum au service de la structure et de la

lutte même si leurs positions sont minoritaires pendant le mandat. Nous avons besoin de tout le monde et la lutte sous toutes ses formes doit nous guider.

Nous en avons eu l'expérience récente que ce soit pour les positions sur le nucléaire militaire ou plus récemment encore sur la participation ou non au débat public sur la gestion des déchets nucléaires.

Nous nous engageons à continuer à promouvoir la régionalisation dont l'exemple SDN Loire et Vienne nous prouve que ce type de fonctionnement est très motivant pour les groupes s'engageant dans cette voie.

Il nous faut être innovant afin de dynamiser les groupes, ouvrir notre Réseau à d'autres structures et d'inventer des perspectives et formes de luttes nouvelles attirantes pour les jeunes qui ont peu ou pas d'envie du fonctionnement que nous proposons actuellement.

Nous nous engageons à promouvoir des actions communes autant que faire se peut avec les groupes non-adhérents du Réseau ou de grandes ONG reconnues. Nos actions doivent être plus visibles et chaque groupe sera encouragé avec les moyens du réseau humain ou financier. Même si comme dans tout le mouvement associatif, les dons sont en baisse, notre dynamisme doit nous permettre de compenser ces baisses de financement.

Nous nous engageons à concevoir et mettre en place des stands clés en mains pour des participations dans les grands festivals en France afin de toucher un public de jeunes. La tendance des festivals est de proposer des villages associatifs et nous y avons toute notre place.

Nous nous engageons à continuer et amplifier notre implication incontournable dans les Forums mondiaux anti-nuke et donc notre développement à l'international. Notre engagement dans le FSM antinucléaire à Paris a porté ses fruits et nous sommes impliqués dans l'animation ou l'organisation d'autres rencontres internationales.

Le travail autour de la refonte de la structure salariée du Réseau n'a pu être totalement achevé. Si le nouveau CA le souhaite, un nouveau DLA ou un dispositif similaire pourrait être engagé mais nous pensons que le nouveau mode de fonctionnement et le nouvel organigramme envisagés suite au départ du coordinateur général doivent d'abord faire leurs preuves. Nous rappelons que le CA est employeur et doit protéger les salarié-es de la structure. Même si les échanges entre militant-es peuvent être vifs, jamais la limite du respect envers les salarié-es ne doit être franchie. Le travail bénévole des administrateurs et administratrices doit être également reconnu et respecté.

La gouvernance du Réseau est en pleine évolution pour trouver un équilibre entre démocratie et efficacité, qui passe souvent par des responsabilités claires et le principe d'un bureau, d'un Comité de gestion ou d'une collégiale doit être discuté et proposé par le nouveau CA.

L'organisation interne CA-salarié-es doit être rapidement stabilisée pour que toutes les énergies soient mobilisées vers nos objectifs de sortie du nucléaire.

Nous proposons de travailler à la reconnaissance des adhésions individuelles qui pourraient avoir des représentants au CA ou aux AG.

Nous proposons, dans le cadre de l'excellent fonctionnement de la liste SCIN, la création d'un conseil scientifique. Ce conseil se réunirait une ou deux fois par an et serait une aide précieuse pour les groupes dans le cadre de ce que doit être un Réseau.

Pour les comités fonctionnant bien, citons évidemment le comité juridique, les groupes doivent continuer et amplifier leurs participations.

En conclusion, notre Réseau de lutte doit nous amener à la victoire pour la fin inéluctable du nucléaire civil et militaire.

Bon congrès.

Signataires de cette plate-forme

- Philippe Lambersens, administrateur titulaire sortant, SDN 38
- Bernard Cottier, SDN49, candidat titulaire
- SDN49
- Brigitte ALBAN , administratrice sortant et candidate
- Patrick Monnet, RASN
- Fanton Franceline, RASN
- RASN
- Philippe Guiter, administrateur sortant, Fédération SUD-Rail/ SUD-Rail Paris st Lazare/ SDN 49
- Jean-Claude Bragoulet, administrateur sortant, SDN Touraine
- Pierre Combaz, administrateur sortant, SDN Touraine
- Françoise Blondin, SDN Touraine
- Armelle Gallot Lavalée, SDN Touraine
- Philippe Gardelle, SDN Touraine
- SDN Touraine
- Martial Chateau, EX-administrateur SDN 72
- Annick Breton SDN 72
- Germaine Clavreul, SDN72
- Thierry Touche, EELV 37/ SDN 72
- Angèle Hugin, administratrice sortante et candidate
- Corinne François, administratrice suppléante sortante, Bure 55
- Catherine Fumé, administratrice sortante